La mondialisation criminelle

L'activité criminelle internationale répresente une part croissante mais secondaire de l'économie mondiale. Elle est régulièrement dénoncée par les gouvernements et les instances internationales, alors même que les dérégulations de la finance ont contribué à la rendre de moins en moins contrôlable. Comme le disait le juge italien Giovanni Falcone, *« si l'on veut combattre efficacement la Mafia, il ne faut pas en faire un monstre, ni croire qu'elle est une pieuvre ou un cancer. Il faut savoir qu'elle nous ressemble ».*

Il est difficile d'estimer le chiffre d'affaires de ce qu'on a appelé le produit criminel brut mondial. Le FMI retient une fourchette annuelle de 700 à 1000 milliards de dollars, d'autres évoquent 1500 milliards, l'équivalent du produit intérieur brut (PIB) de la Russie en 2010. Mais ces chiffres, indicatifs, dépendent de ce que l'observateur considère comme « criminel ». Ce qualificatif devrait prendre en compte l'interpénétration des entrepreneurs et intermédiaires les plus officiels et inclure, entre autres, le détournement d'actifs publics par des dictateurs, la corruption sur les grands marchés internationaux ou le blanchiment d'argent. La criminalité dite « en col blanc » dégage des marges plus fortes, car elle assure le lien avec la légalité (imperméabilité des frontières, opacité des circuits financiers, protection diplomatique). L'argent sale devient propre par les mêmes circuits que ceux de la corruption politique ou de la fraude fiscale.

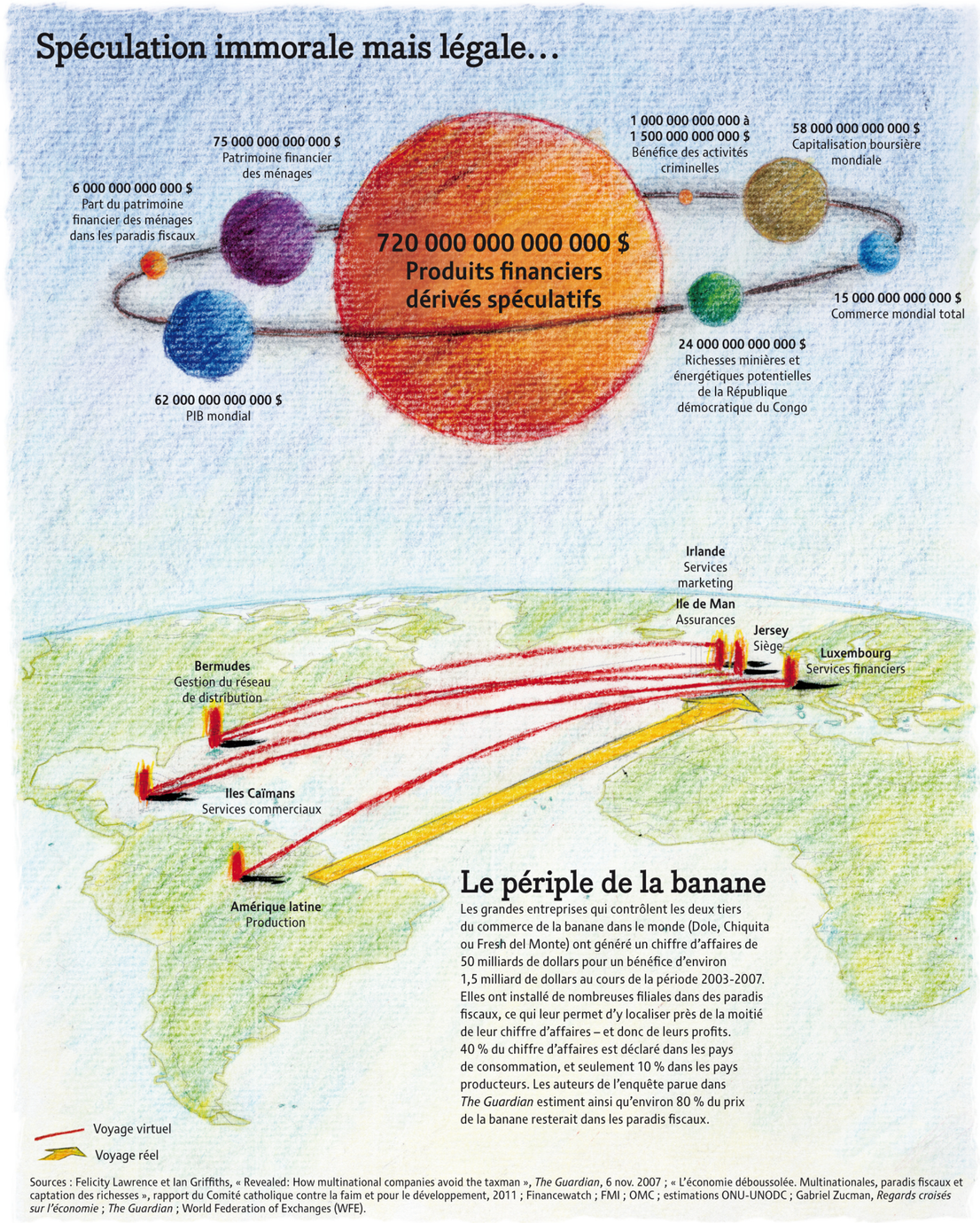
Une liste exhaustive des activités internationales criminelles serait lassante : elle ne se limite plus aux trafics traditionnels (drogue, prostitution), mais se renouvelle régulièrement (trafic d'organes, piraterie, sans-papiers, déchets, contrefaçon, jeux en ligne, cybercriminalité…). La drogue reste de très loin le marché le plus lucratif. Le trafic des êtres humains (prostitution, sans-papiers, trafics d'organes) rapporterait quelque 7 milliards de dollars par an selon l'ONU, qui estime qu'il y aurait de 200 à 250 millions d'esclaves adultes dans le monde. Les mafias (terme générique) ont des comportements d'entrepreneurs analogues à ceux des autres acteurs économiques, à la violence près. Elles définissent leur stratégie commerciale en fonction des profits, des risques, de leur politique de diversification de produits (polycriminalité) et des occasions de blanchiment et d'investissement. Elles adaptent leur organisation internationale (souvent très hiérarchisée) en profitant de la dérégulation financière. Il n'y a pas *une* forme d'organisation criminelle, mais autant que de types d'entreprises, et le paysage change au gré des stratégies et des concurrences : la Ndrangheta calabraise semble avoir récemment pris le pas sur la Mafia sicilienne dans le trafic de cocaïne en Europe. L'idée d'une « pieuvre » monocéphale enserrant la planète ne correspond pas à la réalité.

ONZE ÉTATS CRÉÉS

L'expansion criminelle est liée à la fin de la rivalité Est-Ouest et à la mondialisation. Des guérillas ou des Etats fragiles, qui perdaient le soutien d'un bloc, se sont trouvé d'autres moyens d'existence, découvrant ainsi que la ressource criminelle pouvait prendre la place de la ressource stratégique que représentait l'obédience à Moscou ou à Washington. Depuis 1990, l'Europe seule a vu naître onze Etats nouveaux (soit plus qu'à l'occasion du traité de Versailles en 1919) et plus de 12 000 nouveaux kilomètres de frontières, assortis d'incertitudes réglementaires. Sur ces limites incertaines sans autorités déterminées sont nées des activités exploitant les occasions (trafic de sans-papiers, d'armes, de faux documents).

Simultanément, la construction de l'espace Schengen a créé une zone supraétatique de libre circulation des êtres humains et des produits, dans laquelle seuls policiers et juges sont limités dans l'exercice de leurs fonctions. Enfin, la déréglementation poussée par le FMI et la Banque mondiale a réduit les compétences et les moyens régaliens (policiers, douaniers, administratifs…). Les opérations onusiennes de rétablissement de la paix paraissent avoir également donné lieu à des trafics perpétrés par des contingents mal encadrés et mal rémunérés, en l'absence d'une police multinationale.

De fait, le crime organisé dessine sa propre géopolitique du globe, avec une diversité de profils. Zones de production sans Etat ■■■



Sources : Felicity Lawrence et Ian Griffiths, « Revealed: How multinational companies avoid the taxman », *The Guardian*, 6 nov. 2007 ; « L'économie déboussolée. Multinationales, paradis fiscaux et captation des richesses », rapport du Comité catholique contre la faim et pour le développement, 2011 ; Financewatch ; FMI ; OMC ; estimations ONU-UNODC ; Gabriel Zucman, *Regards croisés sur l'économie* ; *The Guardian* ; World Federation of Exchanges (WFE).